

<http://www.pressegauche.org/La-lutte-continue-pour-que-les-refugies-ne-soient-pas-isoles-dans-des-camps-de-retention-dans-les-iles-de>



« La lutte continue pour que les réfugiés ne soient pas isolés dans des camps de rétention dans les îles »



- International - Europe -
Date de mise en ligne : mardi 26 juin 2018

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Tiré du site du Nouveau parti anticapitaliste (NPA)

Entretien. Alors que 35 migrantEs sont jugés par la justice grecque en raison de leur participation à une manifestation contre leurs conditions de détention sur l'île de Lesbos, nous avons rencontré Petros Constantinou, coordinateur de la Keerfa (Mouvements unis contre le racisme et la menace fasciste), et conseiller municipal Antarsya à Athènes.

Avec la Keerfa, vous dénoncez notamment « l'Europe forteresse ». Concrètement, de quoi s'agit-il ?

Les gouvernements des pays de l'UE appliquent des politiques racistes envers les immigrés, en fermant les frontières, en abolissant les droits des réfugiés et l'asile, transformant l'Europe en une forteresse remplie de barrières et de camps de concentration, et la Méditerranée en tombeaux pour des milliers qui fuient l'Asie, le Moyen-Orient et l'Afrique. Ces politiques ouvrent la voie à une nouvelle montée de l'extrême droite et des partis fascistes en Europe.

Des interventions impérialistes, comme la dernière attaque de l'alliance États-Unis-France-Grande-Bretagne contre la Syrie, déracinent encore plus de personnes de leur pays. Les gouvernements eux-mêmes qui se présentent comme les sauveurs du peuple syrien, ferment leurs frontières aux réfugiés et renforcent les discriminations envers eux. Soixante-dix ans après la signature de la Convention de Genève, le droit à l'asile est miné au nom de politiques de loi, d'ordre et de sécurité et des choix ouvertement racistes avec l'islamophobie en tant qu'expression dominante. Les accords UE-Turquie-Libye depuis mars 2016 tentent de bloquer les réfugiés hors de l'UE en finançant des camps sur le territoire de la Turquie et de la Libye, où réapparaît le commerce d'esclaves. Ils militarisent la garde des frontières avec Frontex et l'OTAN. En Grèce, ils imposent l'isolement des réfugiés dans les îles.

Ils désorientent les travailleurEs en accusant les immigrés d'être responsables de la pauvreté et du chômage.

Comment se manifeste la solidarité avec les migrantEs en Grèce ?

La résistance en Grèce est massive. En 2015, les réfugiés, avec un énorme mouvement de solidarité dans un pays de travailleurEs appauvris par les mémorandums et la troïka, ont réussi à briser les frontières et arriver partout en Europe. En 2016, les gouvernements de l'UE, notamment avec les accords avec la Libye et la Turquie, se sont retournés contre ce mouvement.

Des milliers de travailleurEs et de jeunes, avec leurs syndicats et leurs collectifs, ont soutenu les réfugiés. Aucun n'est resté sans nourriture ni sans toit. Ils ont revendiqué et imposé au gouvernement que les enfants des réfugiés soient inscrits dans les écoles publiques.

Comment réagit l'extrême droite ?

Les néonazis d'Aube dorée, derrière le masque du parent indigné, ont essayé d'organiser une réaction à l'inscription des enfants dans les écoles. Ils ont échoué quand les syndicats d'enseignantEs, les associations de parents d'élèves, mais aussi tous les partis de la gauche, le Parti communiste, Antarsya, Unité populaire, ainsi que des gens de Syriza, ont défendu les écoles et fait plier les fascistes.

Le mouvement en Grèce après l'assassinat de Pavlos Fyssas en 2013 par les néonazis d'Aube dorée, avec un soulèvement massif et une grève générale, a imposé le procès d'Aube dorée et l'emprisonnement de plusieurs de ses cadres.

Les fascistes sont isolés et les attaques contre les immigrés provoquent la colère. Le gouvernement Syriza-Anel fait face à d'importantes critiques en raison de la poursuite des politiques racistes. Le 17 mars des milliers de gens ont manifesté à Athènes avec les réfugiés, exigeant l'abolition de l'accord raciste UE-Turquie. Dans les îles de Lesbos, Chios et Samos, des réfugiés entament des grèves de la faim et organisent des manifestations pour gagner la liberté de circulation ; la police attaque les mobilisations et des réfugiés se retrouvent en procès. La lutte continue pour que les réfugiés puissent s'installer dans les villes et non dans des lieux-ghettos hors des villes, et pour qu'ils ne soient pas isolés dans des camps de rétention dans les îles.

Comment s'articulent les luttes de solidarité avec les migrantEs et le reste des mobilisations sociales ?

Le mouvement ouvrier, avec ses luttes et ses revendications, construit le front contre le racisme et contre les fascistes. Les travailleurEs municipaux, les écoles, les hôpitaux revendiquent des fonds et le renforcement des services de santé, d'éducation et de protection sociale, avec plus de personnel afin de pouvoir prendre soin de tous, locaux et immigrés. Ils demandent le droit à l'hébergement pour touTEs, ainsi que le droit au travail sans discriminations.

En mai 2017, des travailleurEs immigrés d'une usine de plastique ont fait grève pendant 19 jours quand le patron a frappé un des ouvriers qui demandait ses droits. Ils ont créé un syndicat et ont eu le soutien de toute la gauche. En bravant les intimidations racistes du patron, ils l'ont obligé à accepter un accord.

Et quand à nouveau les fascistes ont commencé à organiser des pogroms et des attaques contre des travailleurs agricoles à Aspropyrgos, des manifestations massives ont été organisées dans la région, obligeant la police à cesser de couvrir les fascistes qui ont été ensuite envoyés en prison et les attaques ont cessé.

Quel rôle pour la Keerfa ?

Unis dans l'action commune de toute la gauche et des syndicats, la Keerfa mobilise beaucoup de monde qui peuvent barrer la route au racisme et aux fascistes. Cela a une importance énorme pour que les fascistes ne puissent pas profiter du mécontentement et gagner des gens à cause des compromis du gouvernement Syriza avec les capitalistes, avec son implication dans les antagonismes militaires dans la région, avec l'accord avec Israël et l'Égypte pour le contrôle de nouveaux gisements d'hydrocarbures. La voie reste ouverte pour que les gens qui se sont battu contre les mémorandums continuent de s'orienter vers la gauche même si cette lutte a été trahie par Syriza.

Propos recueillis par la rédaction